



Quand le gouvernement attaque les chômeurs

Sous prétexte de déficit de l'État, suite à la multiplication des subventions au patronat et au gonflement du budget militaire, Gabriel Attal vient d'annoncer la guerre aux chômeurs. Au programme : réduction de la durée d'indemnisation du chômage, allongement de la durée de la période travaillée pour avoir droit aux allocations, baisse du montant de celles-ci. Attal confond volontairement le budget de l'État et celui de la Sécurité sociale ! Mais son seul but est une nouvelle attaque contre les plus précaires d'entre nous, en espérant qu'il leur sera plus difficile de réagir. En attaquant les plus précaires, le gouvernement cherche à faire pression sur tous les travailleurs et travailleuses, avec ou sans emploi, pour augmenter toujours plus leur exploitation.

Le projet est de réduire de 18 à 12 mois la durée de l'indemnisation ; elle avait déjà été réduite de 24 mois à 18 en février 2023. S'y ajouterait l'augmentation du nombre de mois travaillés pour ouvrir droit à une allocation : il avait déjà été porté à six mois de travail sur deux ans, il s'agirait d'en demander huit. Le montant des allocations serait diminué, en changeant son mode de calcul et les rendant fortement dégressives : avec les réformes précédentes elles ont déjà baissé en moyenne de 16 % (et jusqu'à 50 % pour une partie des chômeurs). Et seuls 36 % des demandeurs d'emplois inscrits touchent une allocation.

Car on en est déjà à la troisième réforme sous Emmanuel Macron. Lors de la dernière, de février 2023, Macron avait annoncé que si on réduisait les allocations chômage c'était parce qu'il y avait plus d'offres d'embauche, que les chômeurs n'avaient qu'à accepter, mais qu'on pourrait assouplir les règles si le taux de chômage augmentait. Aujourd'hui il dit le contraire : c'est parce que le chômage augmente qu'il faut obliger les chômeurs à travailler pour une bouchée de pain. On a bien déjà imposé au bénéficiaire du RSA des heures de boulot quasi gratuit. C'est déjà à 6,7 milliards par an que sont chiffrées les économies que les réformes précédentes permettent. Et on en voudrait plus. Sur le dos des chômeurs et sur le dos des salariés tout court, puisqu'il s'agit de faire accepter n'importe quel travail à n'importe quel prix. Et c'est aussi aux malades que le gouvernement veut s'en prendre en parlant d'augmenter le nombre de jours de carence en début d'arrêt maladie.

Car cette réforme de l'assurance chômage s'inscrit dans la guerre sociale que mène le gouvernement : c'est aussi sur les budgets de l'école et des hôpitaux que Bruno Le Maire a annoncé qu'il entendait récupérer les 10 ou 18 milliards qui lui manqueraient. Déjà c'est dans les réserves que lui fournissent les livrets de caisse d'épargne (les économies mises de côté par les petites gens), jusque-là en grande partie destinées à financer la construction de logements sociaux, qu'on va puiser pour financer les faramineuses commandes aux marchands de canon. Une annonce d'autant plus révoltante que cette semaine, avec la fin de la trêve hivernale, vont reprendre les expulsions des locataires qui n'ont pas pu payer leur loyer, qu'il y a 330 000 sans-abris, 2,4 millions de demandes de HLM en attente.

Pour leur faire ravalier ces projets, il faudra s'y mettre toutes et tous ensemble. Dans différents secteurs, les réactions se multiplient : enseignants, contre ce « choc des savoirs » qui veut organiser le tri social des élèves et aggraver les conditions d'enseignement dans les collèges et lycées des quartiers populaires. Mais aussi dans d'autres secteurs sur les salaires, comme les débrayages vendredi dernier de plus de 3 000 salariés dans quelque 150 grandes surfaces Auchan, applaudis par les clients qui les voyaient défiler avec pancartes dans les allées.

Des réactions pour l'instant en ordre dispersé, mais qui ne demandent qu'à devenir mouvement d'ensemble pour mettre un coup d'arrêt à cette offensive générale du patronat et du gouvernement contre nous.

Les Playmo jouent aux Lego

Lors de la cérémonie de pose de la première pierre du labo de chimie, le député, le sénateur et d'autres élus locaux qui n'ont jamais rien fait contre les 1200 suppressions d'emplois de Lardy sont venus féliciter la direction de Renault. Et oui, un nouveau bâtiment avec 15 personnes en plus (seulement des mobilités depuis le Technocentre), ça méritait une belle photo avec un casque de chantier et un gilet jaune.

Leur comm' est aussi fausse que le mur de Lego qu'ils ont monté pour l'occasion. Pour défendre nos emplois, on ne peut compter que sur nos propres forces, rien à attendre des instragameurs patronaux.

Promo sur les promos

La direction avait promis 4% d'augmentation individuelle pour les cadres et 2.3% pour les ETAM. Finalement, ce sera 3.4% pour les premiers et 2% pour les seconds. Et en fait même moins que ça pour la grande majorité des cadres parce qu'il faut augmenter surtout le salaire des plus hauts gradés qui se sont auto-décrités "talents". Le miroir aux alouettes des promos individuelles explose en mille morceaux.

Pour ne pas nous blesser, le plus sûr, c'est de faire grève pour réclamer des augmentations de salaires pour tous. 400 euros nets en plus par mois !

Spectacle de clowns à Sandouville

Bruno Le Maire, Luca De Meo et Edouard Philippe étaient à Sandouville la semaine dernière pour annoncer un projet d'investissement dans un futur utilitaire électrique. Ce cirque était destiné à vanter la « réindustrialisation » façon Renault. Une entrée en matière bien drôle, qui annonçait un florilège de blagues... De Meo a rappelé qu'il avait sauvé Flins, Dieppe, Batilly et Lardy,... grâce à son plan d'économies. Edouard Philippe a insisté sur le besoin de formation pour la transition vers l'électrique (bravo Renault !) et a taclé les mesures écologiques qui empêcheraient selon lui de développer les usines (c'était donc pour ça que celle de Choisy a fermé ?). Bruno Le Maire qui veut nous faire les poches de 10 milliards d'euros a expliqué que c'est grâce à la baisse des impôts de production que les patrons ont eu de quoi investir dans l'électrique.

Et le clou du spectacle : une annonce de 550 embauches... sur 4 ans ! Bravo les artistes !

Attal en guerre contre les chômeurs

Le gouvernement envisage une réduction de 6 mois de la durée d'indemnisation des chômeurs. Une violente attaque contre les travailleurs privés d'emploi qu'Attal veut radier au maximum du droit aux allocations, en les désignant comme des profiteurs.

En réalité, seulement 43 % des inscrits au chômage sont indemnisés et 95 % des inscrits touchent moins de 1000 euros. Renault a supprimé plus de 5 000 postes

en France en 4 ans : la preuve que le chômage n'est pas un choix, mais une stratégie des patrons qui jettent les salariés dont ils n'ont plus besoin.

Pour un monde sans frontières ni patrons, urgence révolution !

Le NPA sera présent aux élections européennes. À l'heure où les bruits de bottes s'amplifient, où les attaques se multiplient contre les travailleurs et où les frontières font des milliers de morts en Méditerranée, il est indispensable que se fasse entendre une voix internationaliste, pour l'union des travailleurs par-delà des frontières nationales.

Notre liste sera composée de travailleurs et de travailleuses, d'étudiants et de jeunes salariés. Elle sera le porte-voix des colères et des luttes des exploités dans une Europe où l'immense majorité de la population survit avec des salaires, des pensions et des indemnités minés par l'inflation, alors que les grands groupes capitalistes se gavent, notamment ceux qui transforment le sang des peuples en milliards de profits.

Elle défendra la nécessité de l'union dans la lutte de tous les travailleurs et travailleuses du continent pour arracher les moyens de vivre dignement, son opposition à cette Europe « forteresse », hérissée de murs et de barbelés contre les hommes et les femmes qui viennent ici pour y être nos camarades de travail dans les chantiers, les bureaux ou les usines.

Nos têtes de liste et porte-paroles de campagne sont des travailleuses et des travailleurs : **Selma Labib**, 28 ans, conductrice de bus, **Gaël Quirante**, 48 ans, postier, **Armelle Pertus**, 48 ans, professeure des écoles, **Damien Scali**, 38 ans, cheminot.

Un logement pour tous : le minimum vital

140 000 personnes sont menacées d'expulsion en ce début de mois d'avril, qui sonne la fin de la trêve hivernale. Et parce qu'il ne suffit pas au gouvernement de mettre les travailleurs pauvres à la rue, depuis la loi anti-squatteur de 2023, ils sont passibles d'une amende de 7500 €. Infliger de telles amendes à des gens qui ne peuvent pas payer leur loyer c'est criminel. Comme la politique d'expulsion d'un gouvernement qui ne cache décidément pas qu'il fait la guerre aux plus pauvres.

850 millions d'économies sur le dos des malades

C'est le 31 mars qu'est entrée en application le doublement des franchises médicales et de la participation forfaitaire, non remboursable par les mutuelles. Les patients devront désormais acquitter un euro au lieu de 50 centimes par boîte de médicament et les actes paramédicaux, 2 euros pour les actes et consultations des médecins, les examens... Quant aux transports sanitaires, la franchise s'établira à 4 euros. C'est un impôt déguisé qui va permettre à l'État de nous faire les poches à hauteur de 850 millions d'euros. Mais tant qu'on a la santé..